

Rapport d'orientation

34^e congrès annuel de l'USP

29, 30 et 31 mars 2019 à Besançon

Par Pascal Boissel, président

Le rapport d'activité de Martine Bourlier nous rappelle combien cette année passée fut dense en activités et en décisions.

Il y a un an, la vie semblait sourire au président quoi qu'il fasse ; et il souriait sans cesse. La « loi travail » était votée, et les manifestations commencées sous le quinquennat précédant, souvent massives et combatives, qui la réfutaient furent méprisées par le pouvoir.

Dans le domaine de la santé et de la psychiatrie, en particulier, avec la ministre Buzyn, le management destructeur était plus que jamais au poste de commande, l'éclatement de la psychiatrie en sous spécialités était réaffirmé comme perspective juste ; au nom d'un certain scientisme, la psychothérapie institutionnelle et la psychanalyse étaient rejetées.

Nous proposons des « Etats généraux de la psychiatrie », mais nous obtenions peu de retours. Nous notions la nécessité du rajeunissement et d'une féminisation de la direction du syndicat.

Ces derniers jours, c'est la liquidation du statut de praticien hospitalier qui est annoncée par la ministre qui réaffirme la chaîne de commandement qui va de la ministre aux Agences régionales de santé (ARS), puis aux directions et à leurs alliés ; parmi ceux-ci, notons le rôle du lobby patronal dans le champ de la « santé mentale », FondaMental, qui devient envahissant. C'est la destruction des services publics de psychiatrie, de santé – comme de tous les services publics – qui est la feuille de route de ce gouvernement. Le rapport de la Contrôleuse générale des lieux de privation de libertés, Adeline Hazan, vient de publier un bilan bien noir des institutions psychiatriques.

Le Printemps de la psychiatrie

La justesse de nos choix stratégiques de ces derniers mois a été validée par notre expérience. C'est contre ces adversaires cités ci-dessus qu'un front s'est construit depuis octobre 2018, front qui a pris le nom de « Printemps de la psychiatrie ».

La grève du Rouvray a ouvert une période nouvelle : grève en mars 2018 puis grève de la faim en juin. Depuis, la visibilité des luttes et grèves dans les hôpitaux psychiatriques a notablement augmenté. Notre proposition d'États généraux de la psychiatrie a été relancée par nous. Elle s'est transmutée en un travail collectif à plusieurs voix, en un appel associant des patients, des familles, des soignants.

Les constats qui sont fait par l'appel Printemps de la psychiatrie, nous les partageons : négation du sujet et de sa singularité, prolifération étouffante des protocoles de soins et des techniques normalisantes, recours toujours en augmentation à l'isolement et à la contention. Nous partageons aussi l'esquisse d'**alternatives** qui est proposée dans cet Appel : une psychiatrie émancipatrice du sujet, le respect des libertés des patients, l'affirmation que les troubles mentaux ne sont pas une « maladie comme une autre ».

A l'occasion de cet appel, un rapprochement notable existe parmi les psychiatres avec le SPH, la CGT santé, Solidaires santé-sociaux, le Collectif des 39, l'Appel des appels. Ce rapprochement fut possible d'abord parce que le rapprochement eut lieu avec les équipes de soignants en lutte du Rouvray du Havre, d'Amiens, de Paris, de Niort, de Lyon, etc.

L'USP

En tant qu'USP, nous avons renoué des liens avec d'anciens syndiqués, et nous recevons de nouvelles adhésions. Nous recevons des invitations à discuter du SPH, des médecins de la CGT et de ceux de FO. Nous avons vécu un début de rajeunissement de nos porte-paroles.

Cependant, si les signes annonciateurs d'un renouveau sont nombreux, rien n'est gagné. Un

corporatisme médical « de gauche » existe avec le tout récent appel à la fermeture des maternités « dangereuses » publié peu après des interventions en ce sens de la ministre.

Nous pouvons faire le pari de regrouper des éléments des jeunes générations qui se situent comme minoritaires mais combatifs. Nous pouvons prendre des initiatives en ce sens, avec le Printemps de la psychiatrie ou indépendamment, dans les villes où nous le pouvons : Paris, Marseille, Uzès-Nîmes, Besançon, Reims, etc. Des soirées-débat autour d'un film, des conférences-débats sont possibles.

Quelques hypothèses

Le gouvernement veut démanteler la Sécurité sociale en même temps que les services publics. Pour riposter, nous devons être nombreux et organisés. Il me semble qu'en l'état actuel du mouvement, le Printemps de la psychiatrie n'a pas un niveau d'organisation suffisant, jusqu'à présent. Les élaborations collectives déclinées en plusieurs endroits y restent rares.

Autre question, propre à l'USP celle-là : nous appelons, à juste titre, à toutes les manifestations de la fonction publique. Mais notre apport n'y est, à ce jour, que fort symbolique. Nous devrions sans doute nous concentrer sur notre champ prioritaire d'action : la psychiatrie, le service public hospitalier.

Nous pourrions intervenir publiquement dans les villes où cela est possible, regrouper les psychiatres isolés qui sont en accord avec l'essentiel de nos propositions.

Plus nombreux, nous pourrions être encore plus actifs dans notre solidarité aux migrants. Nous pourrions être plus précis dans nos dénonciations de la Haute autorité de santé, du Conseil de l'Ordre.

Notre dénonciation justifiée du scientisme mérite un travail plus approfondi, alors que cette simplification a-scientifique fait des ravages dans l'Éducation nationale comme en pédopsychiatrie et en psychiatrie. Et le travail sur la psychiatrie infanto-juvénile ou encore dans le secteur médico-social pourrait être mené plus systématiquement peut-être.

Le développement du Printemps de la psychiatrie a montré qu'un travail spécifique en direction des médias, spécialistes et généralistes, n'était pas assez travaillé ; et là les propagandistes de FondaMental ont toutes les audaces.

Où allons-nous ?

Nous avons, il y a un an, face à nous un gouvernement qui s'appuyant sur moins d'un quart des votants écoutait parfois mais ne voulait rien entendre. Depuis ces dernières semaines, le gouvernement se limite à un président à la logorrhée intarissable qui se met en scène comme omniscient.

Le mépris social envers les Gilets jaunes, la répression policière et judiciaire déployée contre eux, depuis des mois et toujours, ne nous affecte que peu directement. Ils affectent peu notre entourage, faisons en le constat. Mais ce que détruit ce mépris en actes, ce n'est rien de moins que la liberté d'expression, la pluralité des paroles, l'égalité de dignité des citoyens.

C'est en tant que citoyen, habitant de cette Terre, en tant que psychiatre, que le combat contre le monde de monsieur Macron s'impose à nous. Depuis notre éthique de psychiatre et en tant qu'humains.

Nous concluons volontiers nos communiqués par une formule rappelant que nous ne nous mêlons pas aux fascistes nouveaux. Cela est juste, mais trop manifestement insuffisant face à la montée de la xénophobie et des racismes qui se propagent en Europe, en France en particulier.

Nous aurons lors de ces congrès et dans les semaines prochaines à préciser les axes d'une action qui soit efficace pour tendre vers un monde qui ne soit pas cette catastrophe qu'on nous annonce ici et là en ce début 2019.